PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 21 SEPTEMBRE 2021 – DE 20H00 À 21H40

à la salle polyvalente, à la route des Monts 14

PRÉSIDENCE	Monsieur Frédéric Blanc (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s)
VICE-PRÉSIDENCE	Monsieur Jean-Pierre Vallélian (PLR)
BUREAU	Monsieur Christophe BIERI (UDC) Madame Sophie MOURA (PLR) Madame Cindy MURITH (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) Monsieur Christian UNGERSBÖCK (Le Centre)
PRÉSENTS	Mesdames et Messieurs Michaël ANDREY (Le Centre) – Didier BARMETTLER (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Hugues BOSSON (PLR) – Thomas BOSSON (PLR) – Maxime CHARRIÈRE (PLR) – Françoise CRAUSAZ (PLR) – Marilda DA SILVA MARTINS (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Ralph FROSSARD (UDC) – Amélie GAPANY (PLR) – Romain GLASSON (PLR) – Stéphanie KLAUS (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Eric MAGNIN (PLR) – Pierre MAURON (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Isabelle MONNEY-SAVARY (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Stéphane OBERSON (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) *est arrivé à 20h40 pour des raisons professionnelles* – Cédric PALLI (PLR) – Yves PASQUIER (Le Centre) – Louis PITTET (UDC) – Marc-Antoine PITTET (UDC) – Jacques POLLET (Le Centre) – Grégoire QUARTENOUD (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Céline RUFFIEUX-MOREL (PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s) – Joséphine ULDRY (PLR)
EXCUSÉ	Dominique MAGLI (Le Centre)
TOTAL	**28 présents – 2 excusés, soit une majorité absolue de 15**
CONSEIL COMMUNAL	Monsieur Jean-Daniel BOSSON – Madame Sylvie BOSSON – Madame Catherine BEAUD – Madame Anne FAVRE-MORAND – Madame Sabine GUILLET *(excusée)* – Monsieur Antonin CHARRIÈRE – Monsieur Wolfram SCHUWEY
SECRÉTAIRE	Madame Diana SANTOS
RÉDACTRICE DU PV	Madame Julie REPOND
HUISSIER	Monsieur Philippe SAVARY

OUVERTURE DE LA SÉANCE

À 20.00 heures, Monsieur le Président ouvre la séance du Conseil général du 21 septembre 2021.

« Mesdames, Messieurs, chers collègues,

C'est avec honneur, que j'ouvre ce soir la séance du Conseil général. Je salue Madame la Syndique, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux ainsi que vous toutes et tous, chers collègues du Conseil général.

Tout d'abord, je vous prie d'excuser l'absence de Messieurs Dominique Magli et Stéphane Oberson.

Je salue Madame Diana Santos, la secrétaire communale, Madame Julie Repond, la secrétaire désignée au procès-verbal, Monsieur Olivier Bonte, caissier, sans oublier notre précieux huissier, Monsieur Philippe Savary. Je les remercie pour leur travail remarquable, leur formidable engagement et investissement pour notre commune.

Mes salutations s'adressent enfin aux représentants de la presse dans la salle qui viennent s'intéresser au déroulement des séances de notre Conseil général.

Depuis notre séance de constitution, des membres de notre assemblée ont perdu des êtres chers, je leur adresse mes plus sincères condoléances.

Il est temps à présent de nous occuper des dossiers de notre commune. A toutes et tous, je vous souhaite une bonne séance.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil général, vous avez été convoqués par lettre expédiée en prioritaire le 2 septembre 2021.

Vous avez également reçu un lien internet vers le dossier électronique mis en ligne qui contenait la documentation complète relative au tractanda de la séance de ce soir. Je constate par conséquent que tous les documents sont parvenus aux Conseillers généraux avant la séance de ce soir et je vous ferai grâce de la lecture complète de ces derniers.

Je précise que les débats sont enregistrés comme le permet l'article 9 du règlement du Conseil général.

Je profite également de l'occasion pour vous demander de bien lever la main avec votre choix, lors des votes, afin d'avoir un comptage précis. De plus, lors des divers du Conseil général, le Bureau du Conseil général vous prie de bien vouloir transmettre toutes vos questions par écrit et de les présenter de manière concise.

Vous avez également reçu une notice d'explications concernant les mesures sanitaires à respecter avant, pendant et après la séance du Conseil général. Je vous rappelle également les éléments qui étaient aux points 5.1, 5.2, 5.3 et 5.4 :

- *Préalablement à la séance du Conseil général, les participants connaissent les mesures de protection générale telles que l'hygiène des mains et l'éloignement social. Les participants sont priés de quitter les lieux en cas de symptômes.*
- *Les conseillers généraux qui font partie des personnes vulnérables devront observer strictement les règles d'hygiène et de conduite de l'OFSP. Ils peuvent renoncer à assister à la séance.*
- *Les personnes malades ou qui se sentent malades sont invitées à s'excuser et à ne pas participer.*

- *Les mesures précitées sont uniquement préventives, aucune disposition ne permettant de prendre des mesures contraignantes.*

Je vous remercie de les respecter et de garder le masque tout le long de la séance, y compris pour les interventions.

Chaque groupe est représenté par une personne qui a été placée au premier rang afin qu'un seul microphone soit utilisé. Deux microphones volants sont à disposition pour les interventions personnelles et autres. Toutefois, je vous prie de patienter que le microphone vous soit donné afin de décliner votre identité et de faciliter la rédaction du procès-verbal. Notre huissier devra également désinfecter les microphones volants à chaque utilisation.

Pour conclure, je prie les Conseillers généraux qui souhaiteraient déposer une résolution d'en remettre le texte au Bureau pour distribution aux membres. Concernant le dépôt de propositions ou de postulats, je vous rappelle que le formulaire doit être remis à la secrétaire avant ou durant la séance.

Je cède maintenant la parole à Madame Diana Santos qui va procéder à l'appel nominal. »

APPEL

Madame Diana Santos procède à l'appel nominal.

Membres présents : 28
Membres excusés : 2
Majorité absolue : 15

Monsieur le Président constate que le quorum au sens de l'art. 44 LCo est atteint et que la séance, valablement convoquée, est apte à délibérer et à prendre des décisions.

ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour en ces termes :

« La convocation de la séance a été publiée le 3 septembre 2021 dans la Feuille Officielle du Canton de Fribourg avec l'ordre du jour que vous avez reçu par courriel et courrier du 2 septembre dernier. Il a été préparé par le Bureau du Conseil général avec une délégation du Conseil communal lors de sa séance du 30 août 2021. En plus de la Feuille Officielle du Canton de Fribourg, l'ordre du jour a été publié sur le site internet de la commune et affiché au pilier public.

L'ordre du jour que vous avez reçu est affiché à l'écran et ne sera donc pas lu. »

ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 20 avril 2021 – approbation
2. Procès-verbal de la séance constitutive du Conseil général du 4 mai 2021 – approbation
3. Mise en place du modèle comptable harmonisé (MCH2) – présentation
4. Règlement des finances - approbation

5.	Règlement relatif à la distribution de l'eau potable – approbation
6.	Constitution d'une commission énergie et développement durable – approbation et éventuelle élection
7.	Projet Senior+ et constitution d'une commission Senior+ – présentation et approbation
8.	Postulat de Monsieur Pierre Mauron « Voies de circulation douces » – décision de transmission au Conseil communal
9.	Postulat de Monsieur Frédéric Blanc « PassePort Riaz » – décision de transmission au Conseil communal
10.	Divers

L'ordre du jour tel que proposé n'appelant pas de question ou de remarque d'ordre formel, il est soumis au vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, l'ordre du jour tel que proposé.

Monsieur le Président constate que l'ordre du jour est accepté et que la séance peut délibérer valablement et librement sur l'ensemble des points arrêtés.

1 PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 AVRIL 2021 – APPROBATION

Monsieur le Président remercie Madame Diana Santos pour la coordination du procès-verbal et Monsieur Hugo Delabays pour sa rédaction. Il demande si ce dernier amène des questions ou des remarques d'ordre formel.

La parole n'étant pas demandée, Monsieur le Président soumet cet objet au vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le procès-verbal de la séance du Conseil général du 20 avril 2021.

Monsieur le Président constate que le procès-verbal de la séance du 20 avril 2021 est accepté et remercie ses auteurs.

2 PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE CONSTITUTIVE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 4 MAI 2021 – APPROBATION

Monsieur le Président demande si le procès-verbal de la séance constitutive du Conseil général du 4 mai 2021 amène des questions ou des remarques d'ordre formel.

Au nom du groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s, Madame Stéphanie Klaus intervient en ces mots :

« J'aurais une remarque formée par rapport au nom du groupe. C'est bien PS, Verts / Vertes et Indépendants / Indépendantes, c'est le nom officiel du groupe et dans le procès-verbal il est abrégé sans la forme inclusive. »

Monsieur le Président remercie Madame Klaus et demande à l'administration de prendre note de cette erreur et de la corriger.

La parole n'étant plus demandée, Monsieur le Président soumet cet objet au vote avec la modification solicitée par Madame Stéphanie Klaus.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le procès-verbal de la séance constitutive du Conseil général du 4 mai 2021.

Monsieur le Président constate que le procès-verbal de la séance constitutive du Conseil général du 4 mai 2021 est accepté et remercie ses auteurs.

3 MISE EN PLACE DU MODÈLE COMPTABLE HARMONISÉ (MCH2) – PRÉSENTATION

Monsieur le Président passe la parole à Madame Vanessa Bovet, responsable de mandats chez BDO Fribourg, pour la présentation de la mise en place du modèle comptable harmonisé (MCH2).

Madame Vanessa Bovet présente le modèle comptable harmonisé 2 :
« Bonsoir à tous, merci de m'accueillir pour cette petite présentation sur le nouveau modèle plan comptable harmonisé MCH2.

Ce nouveau modèle MCH2, il y aurait des choses à dire pendant des jours et des jours mais aujourd'hui ce n'est pas le but. Le but est de vous faire une courte présentation pour vous expliquer les éléments fondamentaux et importants.

Qui dit MCH2 dit MCH1, donc jusqu'à maintenant on utilisait le MCH1. Le MCH2 est un modèle de 21 recommandations qui est mis en place pour faciliter la comparabilité, la transparence et les statistiques financières. La majorité des cantons sont déjà passés à MCH2, les seuls restants sont Fribourg, Vaud et Valais. Chaque canton choisit ses recommandations pour le canton et les communes, donc il y a entre guillemet autant de MCH2 que de canton.

Au niveau de Fribourg, le canton utilise cette méthode depuis 2011, elle est régie par des lois, des règlements et des ordonnances. Le service des communes a mis en place 10 directives qui sont disponibles sur le site internet. L'entrée en vigueur était fixée au 1er janvier 2021 mais a été repoussée au 1er janvier 2022 pour ceux qui le souhaitaient à cause du Covid.

Au niveau des principaux changements, le bilan va rester sur le même principe. Le compte de fonctionnement sera dorénavant un compte de résultat à deux échelons. Il y aura un échelon opérationnel et un échelon pour les évènements exceptionnels. Pour le compte d'investissement, aucun changement n'aura lieu mais un évènement important est rajouté, il s'agit l'annexe. Cette annexe permet de donner des indications complémentaires aux éléments qui figureront dans le bilan et d'en faciliter la compréhension et le détail. Il y aura notamment un état du capital propre, un tableau de flux de trésorerie et d'autres éléments explicatifs.

Au niveau du bilan, on distingue le patrimoine administratif et le patrimoine financier. Le patrimoine financier, c'est quelque chose qui est utile pour sa valeur d'échange, par exemple une commune qui détient différents immeubles et qui les utilise uniquement pour du rendement. Les placements administratifs sont tout ce qui

est utile à l'accomplissement de la tâche publique ; les écoles, les bâtiments communaux, les salles de sport, des routes, des infrastructures pour l'eau, l'épuration, etc. La distinction est importante, surtout au niveau de l'évaluation. Les biens qui font partis du patrimoine financier doivent être évalués à leur juste valeur. C'est-à-dire qu'ils doivent apparaître au bilan à leur valeur de marché. Cette valeur de marché ne peut pas être estimée au bon vouloir, il faut que ce soit fait par quelqu'un de professionnel et dans le domaine. Il ne faut pas que la valeur puisse être contestée par qui que ce soit. Cette réévaluation doit être faite pour tous les biens immobilisés, donc si par exemple vous avez des immeubles locatifs, il faudra faire venir un expert qui l'évalue et faire le changement de valeur comptable au niveau du bilan. Lors de l'augmentation de ces immobilisations, on passera une écriture actif immobilisé à réserve liée au retraitement du patrimoine financier. Cette réserve apparaîtra pendant une année et ensuite à la fin de la première année comptable sur MCH2, elle sera virée à la fortune générale pour compenser les éventuelles pertes futures.

Concernant le patrimoine administratif, c'est-à-dire tout ce qui est utile à l'usage de la tâche publique, ces éléments vont aussi être réévalués. La réévaluation est plus simple, c'est purement mathématique. Les personnes du secteur financier de la commune vont reprendre les différents investissements qui ont été effectués sur les vingt dernières années, et ensuite appliquer un amortissement linéaire sur la durée de vie. Cet amortissement est déterminé dans une directive émise par le service des communes. Il est clair qu'un véhicule n'aura pas la même durée de vie qu'un bâtiment. Pareillement pour la réévaluation, on va passer une écriture comptable pour ajuster l'actif immobilisé et comptabiliser la réévaluation au niveau des passifs vers une réserve liée au retraitement du patrimoine administratif. Ensuite, le patrimoine administratif va être amorti chaque année, malgré le fait qu'il ait déjà été amorti les années précédentes. Pour éviter un double amortissement, la réserve qui est créée au passif doit être dissoute sur dix ans. Cet élément est très important parce que sous MCH2 les amortissements supplémentaires qui étaient utilisés pour lisser le résultat ne seront plus autorisés.

Au niveau des réserves, il y aura aussi des changements importants. Les réserves qui ne sont pas liées à un règlement ne seront plus autorisées. Les réserves libres seront dissoutes et intégrées dans le capital propre au 1er janvier 2022. Les réserves non-obligatoires affectées à un éventuel investissement futur ou à un projet défini peuvent être maintenues pour autant que l'objet d'investissement concerné ait été décidé par les Législatifs au plus tard le 31 décembre 2021. Comme je le disais avant, la réévaluation du patrimoine administratif est dissoute linéairement sur la même durée de vie que l'objet concerné.

Ensuite au niveau du compte de résultat, il sera présenté sur deux niveaux à savoir ; le résultat opérationnel qui est tout le fonctionnement de la commune et le résultat extraordinaire. Les choses qui peuvent être attribuées au résultat extraordinaire sont très limitées. Il s'agira de la dissolution de réserve de patrimoine administratif et les charges liées à des dégâts naturels. Les comptes seront présentés par nature et par fonction.

Au niveau de l'annexe, un nouvel élément sera obligatoire, ce sera le tableau de flux de trésorerie, qui est très utile parce que le compte de résultat ne donne pas d'information sur la capacité financière de la commune. En revanche, le tableau de flux est utilisé pour effectuer des retraitements pour tout ce qui est monétaire et non-monétaire.

Autre élément nouveau de l'annexe, il s'agit des indicateurs et c'est l'article 3 de la loi sur les finances communales qui les détaille. Il y a 8 indicateurs qui seront obligatoires et devront être calculés pour chaque commune et indiqués dans l'annexe. Ces indicateurs ne sont pas là pour faire peur, ils doivent être mis en relation les uns avec les autres et être interprétés dans leur contexte. C'est surtout un outil de gestion ou de planification financière. On retrouvera aussi plein d'informations détaillées telles que la limite d'activation des investissements, les principes régissant la présentation des comptes, l'état du capital propre, un tableau des provisions, tableau des immobilisations et informations détaillées sur les placements des capitaux. En résumé, toutes les informations qui ne transparaissent pas directement dans les comptes seront répertoriées dans l'annexe.

Au niveau de l'équilibre financier, le budget de compte de résultat devra être équilibré. Un excédent de charges n'est admis que si le capital propre non-affecté permet de l'absorber. Si le bilan affiche un découvert, à savoir un capital propre non-affecté négatif, il doit être compensé au maximum sur cinq ans et donc les budgets concernés tiennent compte du montant nécessaire à amortir ce découvert jusqu'à reconstitution des capitaux propres non-affectés positifs.

Ensuite il y a le règlement des finances qui, si j'ai bien compris, doit être approuvé par la suite. Il est préavisé par la commission financière et adopté par l'assemblée ou dans le cas présent le Conseil général. Il contient le seuil de demande de crédit d'engagement du Conseil communal et la limite d'activation des investissements. Il fixe également d'autres seuils de compétences financières pour les crédits additionnels ou les crédits supplémentaires.

Enfin un élément très important, qui est mis en place, c'est le SCI, un système de contrôle interne. Le SCI est déjà obligatoire pour les sociétés et les personnes morales qui sont soumises à un contrôle ordinaire. Le but est la protection du patrimoine, prévenir et déceler les erreurs et les irrégularités. Le SCI, ce sont des contrôles qui la plupart du temps sont déjà réalisés, mais qui doivent être formalisés, par exemple les factures doivent être visées par le responsable du secteur et peut-être par une autre personne. Les paiements ne peuvent pas être libérés par une seule personne, le but étant qu'il y ait quelqu'un qui saisit les paiements et une autre personne qui les libère. Le SCI comprend les mesures réglementaires, financières et organisationnelles. Le Conseil communal met en place les règles appropriées pour ce SCI. Il doit s'assurer de son introduction, de sa documentation et de sa supervision. L'organe de révision est chargé d'attester l'existence du SCI, en revanche il ne doit pas attester de sa composition ou de son efficacité.

Pour résumé, le MCH2 est un outil au service de la gestion financière, notamment pour les utilisateurs internes car il permet une vision par nature, une vision plus économique, une mise en évidence des flux financiers permettant l'analyse et la planification financières, une comparabilité des communes et associations qui permet d'anticiper les changements, une gestion des risques et de contenir l'endettement. Pour les utilisateurs externes, cela permet d'avoir une vision sur les flux financiers, une transparence sur la politique budgétaire, les informations détaillées de l'annexe, la comparabilité entre les communes et associations, une meilleure communication sur l'impact des décisions et encore une transparence accrue.

La mise en place de MCH2 est un travail très conséquent, parce qu'il y a notamment un inventaire du patrimoine financier et administratif, il faut déterminer ce qui est administratif, ce qui est financier, faire les travaux en amont pour la réévaluation, élaborer un nouveau plan comptable et l'actuel doit être remanié pour correspondre au MCH2. Il faut ensuite valoriser le patrimoine financier, valoriser le patrimoine administratif et mettre en place le système de contrôle interne. Y a-t-il des personnes qui ont des questions ? »

Monsieur Romain Glasson intervient en ces termes :

« Merci Madame pour cette présentation. J'ai deux questions, je profite de vous les poser en même temps. Tout d'abord est-ce qu'aujourd'hui on a une évaluation sur quelles seront les principales incidences pour la commune par rapport à l'introduction, finalement de cette nouvelle méthodologie ? Et la deuxième question, vous parliez tout à l'heure des règles SCI, en matière de contrôle et de sécurité, une question sur la responsabilité. Vous disiez tout à l'heure que la révision d'un organe de contrôle externe doit contrôler que ces règles soient appliquées mais d'un point de vue je dirais strict et légal, qui est responsable finalement, est-ce que c'est l'Exécutif, l'administration communale, la commission financière, comment se divisent ces responsabilités ? »

Madame Bovet lui répond comme suit :

« Catherine le confirmera, mais la responsabilité est au Conseil communal. C'est juste ? »

Madame la Syndique intervient suite à cette question :

« Je vais peut-être juste répondre à la première question, concernant les impacts de la réévaluation si j'ai compris juste, du patrimoine administratif et financier sur les finances communales. Aujourd'hui, c'est difficile de dire quel va être vraiment l'impact dans son ordre de grandeur. On n'a encore pas effectué le travail de revalorisation donc aujourd'hui il n'est pas possible de se prononcer. Il sera fait normalement pour le budget et on verra un peu plus clair à ce moment-là. Cependant, c'est sûr que c'est énormément de travail. Nous avons déjà fait le plan comptable, importé dans le programme comptable, fait l'inventaire et il nous reste la revalorisation, mais pour l'instant je n'ai pas de chiffre à pouvoir vous formuler. Pour revenir à la question sur le système de contrôle interne, effectivement c'est vraiment de la responsabilité de l'Exécutif, du Conseil communal. En cas de problème, ça retombera sur l'Exécutif. »

Monsieur le Président remercie madame la syndique et demande si un autre groupe ou une autre personne souhaite intervenir.

Monsieur Mauron intervient en ces mots :

« Au-delà de cette présentation, l'idée pour moi n'est pas de dire que MCH2 est au clair, l'idée à entendre ceci plus encore d'autres éléments qui sont importants, est à mon avis de comprendre que le système est juste différent qu'il n'apporte en gros rien de mieux aux communes et qu'il va générer un travail extrêmement important pour finalement n'avoir aucun résultat concret. Alors ma question c'est pourquoi est-ce qu'il vient imposer de cette manière, n'y aurait-il pas eu un moyen de ne pas appliquer cela aux communes ou d'y résister puisque je ne vois pas concrètement l'avantage d'appliquer ça désormais de manière comptable aux communes. »

Madame la Syndique prend la parole :

« Le gros avantage de cette nouvelle loi sur les finances communales est la transparence d'une part et la comparabilité d'autre part entre les communes. Aujourd'hui, les communes ont des patrimoines administratifs sous-évalués par le biais des amortissements supplémentaires réalisés ces dernières années. Les investissements réalisés ne sont clairement pas estimés à leur juste valeur. Et vraiment l'idée principale, c'est cette réalité économique qui est un des grands concepts de MCH2, afin d'avoir le, notre patrimoine à la juste valeur. Je ne sais pas si ma réponse convient. »

Monsieur Mauron rétorque à la réponse de Madame la Syndique en ces termes :

« Je ne comprends pas ce que vous dites mais admettons que l'école ait désormais une valeur chiffrée à un million dans la même tranche administrative ou un autre bâtiment de ce type invendable, parce que personne ne pourrait en avoir usage. Je n'arrive pas à comprendre de quelle manière en portant ça aux clients d'une commune, on ne paie pas d'impôts, on pourrait avantager la collectivité par rapport au fait de ne pas l'indiquer. »

Madame la Syndique lui répond comme ceci :

« Une école c'est relatif, on pourrait effectivement céder le patrimoine administratif. Aujourd'hui on ne peut pas la vendre parce qu'elle est utilisée, mais imaginons que dans dix ans on construise une nouvelle, peut-être que l'ancienne pourrait être vendue. C'est ce qui est arrivé notamment dans la commune de Villorsonnens qui avait trois bâtiments scolaires, qui en a construit un nouveau et leurs écoles anciennes sont maintenant destinées à être vendues ou à être rénovées, donc ça devient du patrimoine financier. Le grand concept de MCH2, c'est cette valeur réelle des biens, l'obligation de présenter des biens avec une valeur correcte et ne plus passer des amortissements supplémentaires, des créations de réserve, de

dissolutions de réserves qui venaient tromper le lecteur dans sa lecture des comptes. Encore une fois, le grand point positif qu'il faut y voir, c'est la transparence et le fait d'amener la clarté dans ces comptes communaux. »

Monsieur Mauron réplique en ces mots :

« Je comprends une fois que tous les bâtiments communaux seront amortis, ils seront une valeur d'un franc au bilan et qu'il y aura nouveau plus de visibilité pour lire ce bilan mais merci pour vos réponses en tous cas, mais je reste avec mes doutes. »

Monsieur le Président remercie Madame la Syndique et Monsieur Mauron et demande s'il y a d'autres interventions souhaitées.

Monsieur Yves Pasquier intervient en ces mots :

« Bonsoir à tous, bonsoir à toutes.
J'ai juste une question concernant la réévaluation des immeubles dont vous parliez que ça se fait tous les cinq ans. Ça pouvait arriver à une commune avec des situations plus difficiles, je prends l'exemple des terrains qui sont dézonés qui ne sont plus en zone constructible donc ils perdent énormément de valeur et en contrepartie la commune rachète l'autre terrain constructible mais qui serait réévalué tous les cinq ans, il pourrait y avoir un gros trou, une grosse sortie dans les comptes de la commune. »

Madame Bovet lui répond en ces termes :

« Alors oui c'est sûr que ce genre de changement de valeur peut avoir un gros impact, ces réévaluations doivent être faites au minimum tous les cinq ans mais c'est clair que si on constate après une année que la valeur a changé, il faudra passer le changement tout de suite. Mais c'est sûr que lors de la réévaluation d'un bâtiment en patrimoine financier, que vous décidiez de le garder à titre de rendement ou de le vendre, on va le passer tout de suite à sa valeur réelle sans pour autant avoir touché le cash qui va avec. Ceci représentera un bénéfice ou à contrario si tout d'un coup il y a un événement important, des dégâts naturels sur le bâtiment et qu'il perde de la valeur, une perte sera passée. Cela a un impact sur le résultat et ensuite indirectement sur la fortune, mais malheureusement on ne peut pas y couper. Il faut essayer de suivre au plus proche de la réalité du marché. Je ne sais pas si c'est clair. »

Monsieur Yves Pasquier intervient comme ceci :

« Oui merci, ça dépend de la dépréciation de l'évaluation, le timing peut être différent. »

Plus personne ne souhaitant intervenir, Monsieur le Président remercie Madame Vanessa Bovet pour le temps consacré au Conseil général de Riaz et lui souhaite une excellente fin de soirée. Madame Bovet remercie également le Conseil général.

4 RÈGLEMENT DES FINANCES – APPROBATION

Afin de faciliter le déroulement, des points liés à l'adoption de règlements de portée générale, Monsieur le Président informe que les discussions ont lieu dans l'ordre suivant ; l'entrée en matière, ensuite par la discussion général, suivie de la discussion de détail et enfin au vote d'ensemble.

Monsieur le Président passe ensuite la parole à Madame la Syndique pour une introduction sur le règlement des finances.

Madame la Syndique intervient en ces termes :

« Merci Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Après plusieurs années de gestation, l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les finances communales (LFCo) est fixée au 1er janvier 2021. Toutefois, au vu de la situation sanitaire, les collectivités publiques ont pu opter pour un report en 2022.

Ambitieuse, cette loi met en œuvre le modèle comptable harmonisé 2 (MCH2) qui permettra, grâce à des états financiers plus transparents, donc plus proches de la réalité, une meilleure gestion et communication.

Nombreuses sont les tâches à réaliser en vue de sa mise en œuvre, dont la première vous est présentée ce soir :
- *élaboration d'un règlement sur les finances communales*
- *adaptation du plan comptable*
- *réévaluation du patrimoine financier et administratif*
- *mise en place d'un contrôle interne*
- *gestion du changement, communication et formation du personnel*

De manière générale et au-delà de la réforme de fond, beaucoup de dispositions de la nouvelle loi précisent et formalisent des règles et des pratiques que la plupart des communes mettaient déjà en œuvre.

En résumé, le règlement proposé répond aux exigences légales et est basé sur le règlement type proposé par le service des communes. Il s'inspire pour l'essentiel des pratiques appliquées jusqu'à ce jour, il donne au Conseil communal en matière financière une marge de manœuvre adaptée à la taille de la commune et propice à une conduite efficiente des affaires communales. Il a également été soumis pour examen au préavis du service des communes.

De plus, un comparatif avec des communes de taille identique a été élaboré. Celui-ci a été présenté à la commission financière et est projeté ce soir à titre informatif.

Une délégation du Conseil communal a rencontré les membres de la commission financière le 31 août 2021. Lors de ladite séance, les membres ont demandé d'ajouter l'alinéa suivant à l'article 10 relatif aux autres compétences décisionnelles du Conseil communal ; Alinéa 3 En cas d'utilisation de cette compétence, une information sera transmise au Conseil général lors de sa séance relative aux comptes.

Le Service des communes ne voit pas d'inconvénient d'ajouter l'alinéa proposé par la commission financière. Toutefois, il tient à préciser que cet alinéa est sans incidence sur la validité de la transaction.

Le Conseil communal vous invite donc à approuver le règlement sur les finances communales tel que présenté. »

Monsieur le Président remercie Madame la Syndique et rappelle que les éventuels amendements seront traités une fois l'entrée en matière acquise. Tout d'abord, il passe la parole à Madame Amélie Gapany, présidente de la commission financière, pour la lecture de son rapport.

Au nom de la commission financière, Madame Amélie Gapany intervient en ces mots :

« Je vous remercie Monsieur le Président. La commission financière s'est réunie le 31 août 2021. Durant cette séance, le nouveau règlement des finances a été présenté et expliqué par la Syndique Madame Catherine Beaud. Après discussion, la commission financière a procédé au vote et le règlement a été approuvé à l'unanimité. »

Monsieur le Président remercie Madame Gapany et ouvre la discussion générale. Il demande si des groupes politiques souhaitent formuler des observations d'ordre général ou demander le renvoi ou la non-entrée en matière.

Aucun groupe ne souhaitant intervenir, Monsieur le Président relève que l'entrée en matière est acquise et, en conséquence, il ouvre la discussion de détail sur les articles du règlement des finances.

Selon l'art. 85 al. 2 du règlement du Conseil général, les projets de règlement doivent être mis en discussion article par article si un membre du Conseil général le demande et que sa proposition est agréée par le cinquième des membres présents.

Par conséquent, Monsieur le Président demande si quelqu'un souhaite que le règlement soit mis en discussion article par article.

Tel n'étant pas le cas et étant donné qu'aucun amendement n'a été déposé, Monsieur le Président demande si quelqu'un souhaite s'exprimer sur l'un ou l'autre des articles du règlement.

La parole n'étant pas demandée, Monsieur le Président soumet cet objet au vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 28 voix, le règlement des finances tel que présenté.

Monsieur le Président rappelle que la décision d'adoption de tout règlement de portée générale est soumise au référendum facultatif, conformément à l'art. 107 du règlement du Conseil général.

Monsieur le Président annonce que Monsieur Oberson a rejoint la séance à 20h40. De ce fait 29 membres sont présents et la majorité est de 15.

5 RÈGLEMENT RELATIF À LA DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE – APPROBATION

Monsieur le Président passe la parole à Monsieur Wolfram Schuwey, suppléant de Madame Sabine Guillet, conseillère communale en charge du dicastère de l'eau.

« Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Le Conseil communal vous soumet pour approbation le nouveau règlement relatif à la distribution d'eau potable qui entrera en vigueur le 1er janvier 2022.

En effet la loi cantonale sur l'eau potable nous impose d'adopter un règlement conforme à la nouvelle législation. Le règlement présenté ce soir a été élaboré sur la base du règlement type fournit par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) et en collaboration avec EauSud SA.

La loi cantonale nous oblige à couvrir l'ensemble des coûts inhérents aux infrastructures d'eau potable, de ce fait le règlement introduit les taxes de base, de raccordement et d'exploitation.

Je n'ai pas d'autre information complémentaire à ajouter au message que vous avez reçu ainsi qu'à la présentation qui a été faite le 13 septembre 2021.

Par conséquent, le Conseil communal vous invite à approuver le règlement relatif à la distribution de l'eau potable tel que présenté. Je vous remercie de votre attention. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Schuwey et rappelle que les éventuels amendements seront traités une fois l'entrée en matière acquise. Il passe la parole à Madame Amélie Gapany, présidente de la commission financière, pour la lecture de son rapport.

Au nom de la commission financière, Madame Amélie Gapany intervient en ces mots :

« La commission financière a assisté à la présentation EauSud le 13 septembre dernier en relation avec le nouveau règlement relatif à la distribution d'eau potable. EauSud a expliqué de façon claire les lois, règlements, le calcul des taxes et tarifs. Toutes les questions y relatives ont pu être posées par les personnes présentes. A l'issue de cette présentation, la commission financière s'est réunie. Lors du vote, ce règlement a été approuvé à l'unanimité des personnes présentes, soit 6 personnes sur 7. »

Monsieur le Président remercie Madame Gapany. Il ouvre tout d'abord la discussion générale et demande si des groupes politiques souhaitent formuler des observations d'ordre général ou demander le renvoi ou la non-entrée en matière.

Au nom du groupe Le Centre, Monsieur Pollet intervient en ces termes :

« L'eau, source de vie, est souvent négligée car on a tendance dans notre région, de pouvoir en profiter et souvent à bon compte. Je crois toujours qu'on va être mieux protégé pour permettre d'être irréprochable à sa consommation. C'est pourquoi il est indispensable de pouvoir assurer la pérennité de son financement. Le règlement proposé ce soir, répond à cette contrainte et permet à la commune de pouvoir maintenir l'approvisionnement du grand calcul pour toute la population riazoise et sur le long terme. Ainsi, le groupe Centre soutient le règlement proposé par le Conseil communal. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Pollet et demande si un groupe ou quelqu'un souhaite intervenir.

Cela n'étant plus le cas, Monsieur le Président demande si le Conseil communal souhaite commenter.

Monsieur Wolfram Schuwey lui répond que cela ne semble pas nécessaire.

La parole n'étant pas demandée, Monsieur le Président clôt la discussion générale.

Il relève que l'entrée en matière est acquise et, en conséquence, ouvre la discussion de détail sur les articles du règlement des finances.

Selon l'art. 85 al. 2 du règlement du Conseil général, les projets de règlement doivent être mis en discussion article par article si un membre du Conseil général le demande et que sa proposition est agréée par le cinquième des membres présents.

Par conséquent, Monsieur le Président demande si quelqu'un souhaite que le règlement soit mis en discussion article par article.

Tel n'étant pas le cas et étant donné qu'aucun amendement n'a été déposé, Monsieur le Président soumet cet objet au vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 29 voix, le règlement relatif à la distribution d'eau potable.

Monsieur le Président rappelle que la décision d'adoption de tout règlement de portée générale est soumise au référendum facultatif, conformément à l'art. 107 du règlement du Conseil général.

6 CONSTITUTION D'UNE COMMISSION ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE – APPROBATION ET ÉVENTUELLE ÉLECTION

Monsieur le Président informe les membres du Conseil général que la disposition de l'art. 36 de la loi sur les communes prévoit la possibilité de constituer et de reconduire d'autres commissions. Le Conseil communal souhaite constituer une nouvelle commission énergie et développement. A cet effet, cette constitution doit faire l'objet d'une décision du Conseil général. Il passe la parole à Monsieur Wolfram Schuwey pour une présentation.

Monsieur Wolfram Schuwey intervient en ces mots :

« Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal vous propose de créer une commission énergie et développement durable qui aura pour but principal de soutenir et d'aider le conseiller ou la conseillère en charge des dicastères énergie et développement durable dans la mise en œuvre d'action dans ces domaines.

Les tâches de cette commission seront variées tant au niveau des sujets abordés que des actions à mener. C'est pourquoi les membres élus, si cette proposition est acceptée, devront avoir un intérêt soutenu dans les domaines précités tout en gardant à l'esprit que les projets mis en œuvre devront restés cohérents et répondre à des critères économiques.

Nombreux seront les sujets dont voici quelques exemples :
- *Obtention du Label Citée de l'Energie ;*
- *Maintien de ce même label ;*
- *Sensibilisation de la population à la consommation énergétique ;*
- *Mise sur pied de présentation et de séance d'information.*

Bien évidemment les éléments précités ne sont que des exemples et les membres de la commission auront justement pour tâche d'apporter des idées innovantes et en cohésion avec nos moyens communaux.
Pour terminer, si cette proposition est acceptée le Conseil communal propose au Conseil général d'élire les membres par la même occasion sachant que les chefs de groupe du Conseil général ont été avertis en amont.

Le Conseil communal vous invite donc à approuver la création d'une commission énergie et développement durable tel que présenté.

Je vous remercie de votre attention. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Schuwey pour la présentation et demande si ce point amène des questions ou des remarques d'ordre formel par les groupes.

Au nom du groupe PLR, Monsieur Glasson intervient en ces termes :

« Le groupe PLR a pris connaissance de cette proposition et est favorable à la création de cette commission. Simplement il s'est posé un certain nombre de questions relatives comme l'a mentionné Monsieur Schuwey sur la composition de cette commission et plus particulièrement sur les compétences, la motivation et de

l'envie, de membres à rejoindre cette commission. Tenant compte de cet élément mais aussi dans un but d'intégrer au mieux la population dans des thématiques qui concernent aussi importantes que celles-ci, la vie de notre village, nous serions d'avis de proposer que ce soit comme pour la commission Senior+ qui nous sera présentée tout à l'heure, à savoir une commission mixte composée de membres du Conseil général mais aussi de Monsieur, Madame, de citoyens qui sur cette thématique ont envie de participer à ce projet et ainsi donc nous pensons que ce serait une plus-value à la fois pour la thématique et aussi pour le Conseil communal par les compétences qui seront réunies au sein de cette commission. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Glasson et demande si un autre groupe souhaite intervenir.

Au nom du groupe UDC, Monsieur Marc-Antoine Pittet intervient comme suit :
« Le groupe UDC est aussi favorable à la mise sur pied de cette nouvelle commission. Nous nous sommes aussi posé la même question que le groupe PLR au sujet des gens qui pourraient venir de l'extérieur et aussi apporter leurs connaissances à cette nouvelle commission. Donc je ne vais pas répéter ce que Romain a très bien expliqué, mais nous partageons aussi cet avis-là. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Pittet pour son intervention et demande si d'autres groupes souhaitent intervenir.

N'étant plus le cas, Monsieur le Président demande si le Conseil communal souhaite réagir à cette demande

Au nom du Conseil communal, Monsieur Wolfram Schuwey intervient en ces termes :

« Le Conseil communal est aussi favorable à ce que la commission soit ouverte aux citoyens. Le but est de créer quelque chose qui est cohérent et qui apporte quelque chose à la Commune. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Schuwey et demande si une autre intervention est souhaitée.

Tel n'étant plus le cas, Monsieur le Président soumet cet objet au vote avec la possibilité mixte des membres.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 29 voix, la constitution d'une commission énergie et développement durable avec des membres du Conseil général et des citoyens.

Monsieur le Président précise que la constitution et l'élection se feront lors d'une prochaine séance dès que les membres seront tous connus. Le nombre de membres sera également voté à ce moment.

7 PROJET SENIOR+ ET CONSTITUTION D'UNE COMMISSION SENIOR+ – PRÉSENTATION ET APPROBATION

Monsieur le Président informe que la Commune de Riaz a mis en place un plan de mesures pour les seniors et qu'en vue de ce projet, la constitution d'une commission Senior+ serait nécessaire et doit faire l'objet d'une décision du Conseil général. Il passe la parole à Monsieur le Vice-syndic pour une brève présentation.

« Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,
Vous avez reçu le message du Conseil communal relatif à la création d'une commission Senior+, et surtout, en annexe, le plan de mesures et concept communal en faveur des personnes âgées de la Commune de Riaz, adopté à la fin du mois de juin 2021.

Ce document rappelle les enjeux liés à la politique cantonale et communale de la personne âgée et il fait état des démarches qui ont déjà été accomplies depuis la validation, en 2015, du Concept régional d'accompagnement de la personne âgée en Gruyère, plus communément nommé par l'acronyme « CRAPA », puis l'entrée en vigueur de la loi cantonale sur les Seniors, en juillet 2016 (LSen; RSF 10.3 ; qui constitue le fondement législatif de la politique en faveur des personnes âgées du canton de Fribourg. Cette loi fixe les objectifs politiques, les domaines d'intervention prioritaires et détermine les compétences de l'Etat et des communes).

Ce document contient également notre plan de mesures communales pour la présente législature et notamment, parmi elles, celle qui vous est soumise ce soir au vote et qui vise à pérenniser la Commission Senior+.

Ce plan de mesures communales doit être pensé comme une « charte d'intention » ou une « feuille de route » qui engage la Commune pour les prochaines années. Il n'était pas nécessaire, voire possible, d'aller jusqu'à l'énumération des projets ad hoc qui seront mis en place dans le futur. Concrètement, le plan de mesures pose les axes prioritaires définis par les autorités communales en faveur du développement d'une véritable politique de la vieillesse. Les projets concrets seront ensuite développés année après année, portés aux budgets communaux, puis mis en œuvre. Je précise également qu'ils peuvent faire l'objet d'une demande de subvention cantonale.

Ce plan de mesures se veut donc dynamique. C'est notamment pour cette raison qu'il vous est proposé ce soir au vote de pérenniser la Commission Senior+, par la création d'une Commission spéciale et non exclusivement représentée par des membres des autorités communales. En effet, cette commission devra non seulement s'assurer de la continuité et du succès des mesures mises en œuvre, mais également procéder à un réexamen, constant, des besoins de nos seniors et des ressources locales à disposition.

C'est un travail conséquent pour les années à venir, mais primordial. Notre Commune se doit d'être ambitieuse puisque les enjeux sont clairs et connus : les gruériennes et gruériens vont vivre plus longtemps et ils seront de plus en plus nombreux à atteindre un âge très avancé, nous en serons d'ailleurs les premiers concernés. Parmi la multitude de domaine d'intervention pour lutter contre l'impact du vieillissement de la population, la politique Senior+ est peut-être celle pour laquelle les Communes ont le plus grand rôle à jouer.

Notre Commune dispose en effet d'une véritable autonomie communale qui fait trop souvent défaut dans le domaine de la santé. Trop souvent, nous n'avons que très peu de maîtrise sur les coûts de la santé présentés au chapitre des charges liées. Cela va continuer durant ces prochaines années ; notre Commune devra, par exemple, faire face à des coûts très importants liés à la réalisation du projet « EMS Gruyère – Horizon 2030 », avec le financement des constructions et rénovations des EMS à la Roche, Pringy, Sorens, Vuadens, Charmey et Bulle, sans avoir une influence directe sur ces coûts.

Ce n'est justement pas le cas avec la politique Senior+. Le travail de la Commission Senior+ peut avoir un large impact, tant pour l'objectif visé qui est de favoriser l'autonomie de nos seniors que pour d'autres politiques sectorielles ; je citerais par exemple les liens et échanges intergénérationnels, l'économie locale, le maintien d'une identité villageoise ou encore le développement durable au sens large. C'est d'ailleurs déjà le cas des mesures dont vous avez pu prendre connaissance.

En définitive, la politique Senior+ offre de larges compétences aux communes, mais également une responsabilité.

Ainsi pour l'heure à ce stade, le Conseil communal vous invite à accepter le principe de la création de la Commission Senior+ tel que proposé ce soir, et, cas échéant à rejoindre la commission Senior+ ou à inviter et motiver vos proches à la rejoindre.

Pour rappel, j'ajoute encore que si la proposition est acceptée, les candidats intéressés à intégrer cette commission seront formellement élus lors de la prochaine séance du Conseil général ou d'une séance suivante dans tous les cas. Dans l'intervalle, la Commission sport culture et générations qui poursuivra les démarches. Le Conseil communal souhaite que chaque membre du Conseil général informe la population et ses connaissances de la possibilité d'intégrer cette commission et de s'y porter candidat.

Nous nous tenons bien entendu à disposition pour toute personne intéressée.

Je vous remercie pour votre attention. »

Monsieur le Président remercie Monsieur le Vice-syndic pour ses explications. Il demande également si ce point amène des questions ou des remarques d'ordre formel par un groupe.

Au nom du groupe PLR, Monsieur Romain Glasson intervient en ces termes :

« Le groupe PLR soutient pleinement cette proposition qui nous est faite là aussi ce soir et félicite le Conseil communal d'avoir proposé ceci au Conseil général. Elle note un élément important qui a été dit par Monsieur Charrière, c'est qu'elle offre en fait ce qui n'est pas toujours le cas, cette autonomie décisionnelle dans la réflexion et dans la mise en place des décisions mais surtout elle permet d'offrir ce que nous sommes et nous avons l'obligation de le faire finalement, un confort de vie à nos ainés dans les meilleures conditions et aussi peut-être ce n'est pas l'objectif prioritaire, mais peut-être aussi un levier au niveau des coûts. Donc nous validons et nous soutenons pleinement cette proposition. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Glasson et demande si un autre groupe ou quelqu'un souhaite intervenir. N'étant pas le cas, il clôt la discussion et soumet cet objet au vote.

VOTE
Le Conseil général accepte à l'unanimité, soit par 29 voix, la constitution d'une commission Senior+.

Monsieur le Président informe que l'élection des membres de la commission Senior+ se déroulera lors d'une prochaine séance du Conseil général.

8 POSTULAT DE MONSIEUR PIERRE MAURON « VOIES DE CIRCULATION DOUCE » – DÉCISION DE TRANSMISSION AU CONSEIL COMMUNAL

Monsieur le Président intervient en ces mots :

« Comme vous avez pu en prendre connaissance dans la documentation de séance, le Bureau du Conseil général a déclaré recevable quant à sa qualification formelle le postulat de Monsieur Pierre Mauron. Le Bureau a par conséquent émis un préavis favorable pour la transmission du postulat au Conseil communal. Je passe maintenant la parole à l'auteur du postulat. »

Monsieur le Président passe la parole à Monsieur Pierre Mauron :

« Cher Président, Chers Collègues,
J'ai pris avec satisfaction note de la réponse du Conseil communal à ce postulat. En soit, je crois que le Conseil communal l'a bien compris, il faudra voir de quelle manière cela va se concrétiser. ValTraLoc est un concept général pour la traversée du village, on espère vraiment avoir une amélioration de la connexion entre les voitures et le fonctionnement du centre du village, notamment les voies piétonnes et cyclables au vu notamment du nombre de personnes qui empruntent ces trajets par jour. Maintenant le postulat avait une

autre fonction encore, c'était de se demander s'il n'y avait pas encore d'autres pistes à explorer en dehors de ValTraLoc où on veut faire passer parfois trop de véhicules entre les bâtiments qui sont très resserrés, où il y avait avant l'ancien Hôtel de Ville de Riaz notamment. Et dans ce sens-là, d'autres pistes peuvent être explorées, que ce soit la question de la Boquette, la question du chemin du nom de l'Ondine, encore d'autre voie. On attend du Conseil communal justement un tout petit peu de créativité afin de relier le village à l'agglomération bulloise. Il est possible d'utiliser une piste existante mais on peut très bien avoir des chemins de traverse ou d'autres voies qui devront être également exploitées. Et puis j'ai envie de dire allons plus loin, voie de circulation douce c'est bien, j'ai vu aussi dans un article de « la Gruyère », il n'y a pas longtemps, qu'il y avait également des voies vertes qui commençaient à faire leurs chemins. On voit bien les liaisons entre Bulle et du côté nord vers Vuadens, en revanche semble-t-il du côté de Riaz, je n'ai pas vu beaucoup de dessins en projet sur cet article. Peut-être ce postulat sera également l'occasion de concrétiser ces idées-là et de voir dans quelles mesures des voies vertes peuvent aussi aller vers Riaz. Je le répète quand même l'idée maintenant commence à faire son chemin, les gens ne vont pas seulement à pied et à vélo pour les loisirs, ils vont à pied ou à vélo pour travailler, en plus du Mobul. Vous enlevez une voiture sur dix et ça règle quasiment déjà tous les bouchons entre Bulle et Riaz. Mais à l'heure actuelle, si vous voulez aller à vélo ou à pied, que ce soit à travers le village ou en direction de l'agglomération bulloise où il y a beaucoup d'emplois qui sont exercés, et bien ça relève un tout petit peu d'un « gymkhana » avec de forts dangers à la clé. Je me réjouis que la Commune empoigne ce problème et j'espère qu'elle aura l'occasion de s'y atteler en nous proposant des pistes qui sont cohérentes et qui sont tout à fait judicieuses pour le développement du village ainsi que pour la sécurité de tous les utilisateurs, y compris des enfants qui souvent sont trop exposés. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Mauron pour son intervention. Il demande si un groupe souhaite intervenir sur ce postulat.

Au nom du groupe PLR, Monsieur Glasson intervient en ces terme :

« Merci Monsieur le Président. Le groupe PLR est très sensible à cette question ou en tous cas tout ce qui touche le domaine de la sécurité et voie de circulation douce. Je crois que le Conseil communal aussi va maintenant, et il l'a déjà fait, s'engager au travers du projet ValTraLoc on l'a dit. Et c'est avec je dirais confiance, et je crois que le message aujourd'hui qui vient de notre collègue Pierre Mauron est clair. Je crois que nous devons être dans ce domaine ambitieux, nous devons arriver avec des solutions dans ce que nous avons comme capacité de faire. Car je crois que la problématique ne nous est pas propre uniquement et ne sera pas réglée dans un cadre communal. Pour notre part, nous soutenons bien entendu cette thématique et nous y participerons activement dans les solutions qui nous seront proposées, par contre nous estimons aujourd'hui que ce postulat fait quelque peu doublon avec ce qui va être traité au sein du Conseil communal. On en a parlé tout à l'heure, en tous cas durant cette soirée, il y a passablement de travaux, d'activités, de temps, de moyens à investir au sein du Conseil communal, donc c'est la raison pour laquelle nous allons proposer, au sein du PLR, de refuser ce postulat. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Glasson et demande si un autre groupe aimerait intervenir.

Au nom du groupe UDC, Monsieur Marc-Antoine Pittet intervient en ces mots :

« Merci Monsieur le président. Le groupe UDC est aussi conscient des enjeux de tout ce qui englobe les paroles de Monsieur Mauron. Cependant, le groupe UDC se rallie à l'avis du PLR, car nous pensons aussi qu'il faut tout d'abord laisser la planification principale du projet ValTraLoc venir à ses fins, avant de soumettre d'autres propositions annexes. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Pittet et passe la parole à Monsieur Pollet pour le groupe Le Centre.

Au nom du groupe Le Centre, Monsieur Pollet intervient en ces termes :

« Le Centre est aussi bien sûr en faveur de la mobilité douce. Beaucoup de choses sont faites ou vont se faire, notamment avec ValTraLoc, mais aussi sont faites dans l'agglomération 4 qui est en lien avec Mobul parce que la Commune de Riaz fait partie de l'agglomération et fait partie de Mobul. Plusieurs choses sont prévues pour Riaz, peut-être que tout n'est pas encore en place mais les montants sont prévus et la Confédération devrait suivre sur une partie des montants. Pour le groupe Centre, nous faisons confiance au Conseil communal afin de pouvoir trouver de bonnes solutions avec aussi les autres communes alentours. Le groupe Centre ne soutiendra pas ce postulat. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Pollet et demande si un groupe souhaite intervenir.

Au nom du groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s, Madame Monney-Savary intervient en ces mots :

« Merci Monsieur le Président. Alors pour ne pas répéter les mots que Monsieur Mauron a dit, je vais faire très court. Le groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s, est également très sensible à cette problématique, on pense également qu'il y a beaucoup de choses à mettre en place qui ne seront actuellement pas pris dans les projets en cours. C'est pourquoi nous recommandons le vote positif pour ce postulat. »

Monsieur le Président se rend compte qu'il a oublié de donner la parole au Conseil communal avant l'intervention des groupes et passe de ce fait la parole à Madame Sylvie Bosson.

Au nom du Conseil communal, Madame Sylvie Bosson intervient en ces termes :

« Ce n'est pas grave, merci Monsieur le Président. Donc comme les Conseillers généraux l'ont déjà dit, c'est vrai que le Conseil communal est conscient de la demande et de la nécessité de se préoccuper de la mobilité douce et le Conseil communal remercie Monsieur Mauron de le rappeler.

La commune a élargi et continue sa mue pour les zones 30km/h. Le concept ValTraLoc intègre et donne la priorité à la mobilité douce. Le sentier de l'Ondine fera aussi l'objet d'une étude et le sentier des écoliers est en réflexion.

Un concept général de mobilité douce est prévu pour l'ensemble de la localité et le Conseil communal en fait dès lors une priorité. Le postulat de Monsieur Mauron est exactement en parallèle avec les objectifs du Conseil communal, c'est pourquoi, afin de ne pas multiplier et d'en faire des doublons, le Conseil communal ne rentrera pas en matière sur ce dernier postulat. Merci de votre attention. »

Monsieur le Président remercie Madame Bosson et demande si une autre intervention est souhaitée.

Monsieur Mauron intervient comme suit :

« Monsieur le Président, Chers collègues,
Je trouve assez regrettable lorsque dans une salle, vingt personnes majoritaires estiment qu'il faut faire quelque chose, estiment qu'ils sont d'accord avec le postulat, estiment qu'ils sont d'accord avec la mobilité douce, mais pour de pures questions politiciennes refusent cela. Je crois que la population riazoise mérite mieux que ces querelles de partis. J'attendais à l'aube de cette nouvelle législature un traitement plus conciliant, plus intelligent et plus constructif. Je dois malheureusement constater que ça n'est pas le cas et je peux déjà vous avertir si le but de la législature est d'aller systématiquement contre les idées pour lesquelles tout le monde est d'accord et bien la législature ne sera pas agréable et les postulats comme ceci y en aura d'autant plus et à chaque session. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Mauron et demande si une autre intervention est désirée.

Monsieur Glasson intervient en ces termes :

« Je regrette la réaction de notre collègue Pierre Mauron parce que ce que nous faisons ce n'est justement pas de la politique politicienne. C'est simplement que nous avons confiance en notre Conseil communal et je pense que si ce soir rien n'était proposé dans cette thématique, je suis certain que nous aurions très certainement, à une très forte majorité, accepter ce postulat de notre collègue Pierre Mauron. Ce n'est pas du tout dans un sens de politique politicienne ce soir que nous avons fait savoir notre point de vue sur cette thématique. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Glasson et passe la parole à Monsieur Mauron qui souhaite répondre :

« Monsieur Glasson,
Vous êtes nouveau dans cette assemblée et je salue votre arrivée. Malheureusement vous constaterez que les postulats qui arrivent juste après les élections ou des postulats qui précèdent les nouvelles élections sont reçus de manière totalement partisane et c'est la raison pour laquelle, c'est bien dommage de ne pas accepter ce type de postulat qui ouvre un champ et un boulevard au Conseil communal qui peut aller dans ce sens à savoir dans le sens qu'il veut avec un accueil positif. Si le même postulat était déposé avec retard, il serait accepté à l'unanimité dans cette salle et c'est ça qui est regrettable. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Mauron et demande si une autre intervention est souhaitée.

Tel n'étant plus le cas, Monsieur le Président soumet cet objet au vote.

VOTE
Le Conseil général refuse par 19 voix contre 10, la transmission au Conseil communal du postulat déposé par Monsieur Pierre Mauron « Voies de circulation douce ».

Monsieur le Président passe la parole à Monsieur Vallélian pour le prochain point de l'ordre du jour.

9 POSTULAT DE MONSIEUR FRÉDÉRIC BLANC « PASSEPORT RIAZ » – DÉCISION DE TRANSMISSION AU CONSEIL COMMUNAL

« Le Bureau du Conseil général a également déclaré recevable quant à sa qualification formelle le postulat de Monsieur Frédéric Blanc. Le Bureau a par conséquent émis un préavis favorable pour la transmission du postulat au Conseil communal. »

La parole est donnée à l'auteur du postulat.

Monsieur le Président :

« Merci Monsieur le Vice-Président,
Vous connaissez certainement tous le Passeport Vacances de la Gruyère avec ses activités sportives, culinaires ou culturelles. Ma proposition est d'organiser pour les enfants de Riaz en âge de scolarité, des activités préparées par les citoyennes et citoyens ou des sociétés ou même par des professionnels de la commune. La tâche demandée à la Commune est de coordonner la mise sur pied, comprenant la recherche d'activités et les inscriptions des participants et de prévoir un référant pour les activités proposées afin que celles-ci restent gratuites pour les familles. Au-delà de l'expérience pour les enfants, l'objectif est également de créer des rencontres au sein de la population, nous avions tous lors de notre campagne électorale la volonté de dynamiser le village, c'est une occasion de passer aux actes. Merci ».

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur le Président pour son intervention et demande si d'autres membres du Conseil général souhaitent prendre la parole sur ce point.

Au nom du groupe Le Centre, Monsieur Pollet intervient en ces termes :

« A première vue, cette proposition mise en place par Passeport Vacances pour les périodes de printemps et de l'automne semble séduisante. Après avoir regardé de plus près, cette proposition reste peu réaliste au niveau organisationnel et ne peut être portée uniquement par une commune de la Gruyère. Passeport vacances étant porté par toutes les communes et pour toutes les communes durant l'été. Il semble plus opportun de soutenir des initiatives privées pouvant venir des différents milieux qui soient sportifs, culturels ou autres et qui peuvent mieux cibler à organiser des activités qui soient attrayantes, sans devoir utiliser la commune pour mettre en place ces activités. Laissons peut-être la nouvelle commission Senior+ proposer des activités intergénérationnelles pouvant réunir des enfants et des seniors pour partager du temps et des activités ensemble. Cela existe déjà par exemple la Paroisse de Riaz a déjà fait ça et c'est pour ça que le Centre ne soutiendra pas la transmission de ce postulat au Conseil communal. »

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Pollet, et demande s'il y aurait d'autres interventions.

Au nom du groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s, Madame Monney-Savary intervient en ces mots :

« Le groupe PS, Vert.e.s et Indépendant.e.s recommande d'approuver ce postulat. Effectivement le soutenir, c'est aussi l'occasion de proposer des activités aux jeunes durant les vacances, c'est bénéfique à tout le monde, mais surtout aussi une possibilité pour les enfants de partager des moments conviviaux, particulièrement pour ceux qui n'ont pas la chance de partir en vacances. Ce sont des loisirs variés sous la responsabilité de personnes de confiance qui peuvent être des bénévoles, pas forcément des gens de la Commune, enfin je pense qu'on peut trouver plein de gens qui seraient motivés à faire ce genre de chose. »

Monsieur le Vice-président remercie Madame Monney-Savary, et demande si d'autres interventions sont souhaitées.

Tel n'étant plus le cas, il passe la parole à Madame Anne Favre-Morand qui souhaite donner la position actuelle du Conseil communal à ce sujet.

« Merci Monsieur le Vice-président. Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal se soucie de la promotion des activités sportives, culturelles et artistiques auprès des enfants et des jeunes de Riaz.

Ces activités sont essentielles et contribuent au développement éducatif et social et favorisent la bonne santé de notre jeunesse.

Nous avons tous été impactés par la situation sanitaire qui joue les prolongations et il est essentiel aujourd'hui plus que hier de se soucier des besoins des plus jeunes et de pouvoir proposer des activités variées.

Le conseil communal apprécie l'intérêt du postulant et le remercie pour sa volonté d'impulsion.

Dans ce sens, je peux vous informer qu'il a été validé courant août par le Conseil communal de participer au projet Fritime, initié par la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS).

Fritime vise à promouvoir les activités sportives, artistiques et culturelles en faveur de tous les enfants et les jeunes du canton de Fribourg et ceci gratuitement. L'association encourage et soutient les communes du

canton qui le souhaitent à développer des activités et variées en collaboration avec le réseau associatif de la région.

La commission culture, sports et générations, notamment par sa Présidente, soutiendra la mise en place de ce projet d'envergure et nous nous réjouissons de pouvoir vous en dire plus prochainement.

Au nom du Conseil communal, je vous remercie de votre attention. »

Monsieur le Vice-président remercie Madame Favre-Morand pour son intervention. Il ouvre la discussion générale sur la décision de transmission au Conseil communal du postulat déposé par Monsieur Frédéric Blanc et demande si un groupe souhaite s'exprimer à ce sujet.

Au nom du groupe PLR, Monsieur Glasson intervient en ces termes :

« Merci Monsieur le Vice-président,
Madame la Conseillère communale aborde sans même le dire, la Commune travaille sur ce projet Fritime, ça me semble être un bon projet qui va certainement amener une activité au sein du village pour les enfants. Donc cette activité aujourd'hui à côté du Passeport Gruyère, Passeport vacances me semble être une bonne base. Viendra peut-être par la suite d'autres besoins qui se feront sentir. Le groupe PLR va là aussi ne pas donner son soutien à ce postulat. »

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Glasson et demande si un autre groupe souhaite intervenir.

Au nom du groupe UDC, Monsieur Marc-Antoine Pittet intervient en ces mots :

« Merci Monsieur Vallélian. Je ne vais pas répéter car beaucoup de choses viennent d'être dites à ce sujet. Comme l'a dit Madame la Conseillère, il y a déjà des choses qui sont en discussion et qui vont être mises en place. C'est pourquoi le groupe UDC ne partage pas non plus cette ambition de soutenir ce postulat. »

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur Pittet et demande si un quelqu'un d'autre souhaite intervenir.

Monsieur le Président souhaite répondre aux interventions :

« Juste pour répondre à Monsieur Pollet par rapport à l'organisation, seul du village de Riaz, par rapport à ce projet qui paraît d'envergure, je vous informe que l'année passée la Commune de Vuadens a mis sur pied, de manière assez facile, en envoyant un tout-ménage à toutes les personnes, toutes les entreprises qui soient des tiers, même des citoyens lambdas. Ils ont reçu des activités, pas mal d'inscriptions, les enfants se sont inscrits, donc je ne pense pas que ce soit quelque chose qui soit insurmontable au niveau d'une commune. »

Monsieur le Vice-président remercie Monsieur le Président et demande s'il y a d'autres interventions souhaitées. Tel n'étant plus le cas, il soumet cet objet au vote.

VOTE
Le Conseil général refuse par 19 voix contre 10, la transmission au Conseil communal du postulat déposé par Monsieur Frédéric Blanc « PassePort Riaz ».

Monsieur le Vice-président remercie le Conseil général et passe à nouveau la parole à Monsieur Frédéric Blanc pour la suite de la séance.

10 DIVERS

Monsieur le Président rappelle que la prochaine séance du Conseil général, se déroulera le mardi 7 décembre 2021 à 20 heures. Pour la suite des divers, il prie l'assemblée de respecter l'ordre des interventions, soit les propositions, les postulats, les résolutions, les questions et les éventuelles remarques.

PROPOSITION

La parole n'étant pas demandée, Monsieur le Président clôt la discussion et passe aux postulats.

POSTULAT

Monsieur le Président passe la parole à Madame Cindy Murith :

« C'est un postulat de moi-même et d'Isabelle Monney-Savary. Il s'agit en fait d'une demande de mise à disposition gratuite des protections hygiéniques.

Nous demandons au Conseil communal d'étudier la possibilité de mettre à disposition des protections hygiéniques gratuites dans les toilettes des bâtiments communaux. Pionnière dans le domaine, l'Ecosse met à disposition des protections hygiéniques gratuites à toute personne qui en a besoin. La France et la Corée du Sud ont ciblé cette démarche pour les écolières, étudiantes et mineures. Si on revient en Suisse, les cantons du Jura, Vaud, Genève et Lucerne ont sauté le pas depuis quelques mois.

Pour le canton de Fribourg, le Conseil d'Etat a répondu favorablement à un postulat déposé par deux députées dont Madame Favre-Morand qui demande la mise à disposition gratuite des protections hygiéniques dans les bâtiments cantonaux et une meilleure communication autour de ces questions. Les Collèges, Universités, Hautes Ecoles, etc. profiteront donc de cette mesure et c'est réjouissant. Ce postulat doit encore être validé en session du Grand Conseil au mois d'octobre. Il est important de prendre en compte maintenant les élèves des cycles 2 et 3 ainsi que les utilisatrices de nos salles communales, pour les cycles d'orientation, la décision reviendra aux associations de communes. On estime à environ 10% des femmes et jeunes filles qui sont touchées par la précarité menstruelle en Suisse. Cela peut engendrer de l'absentéisme, de la charge mentale inutile ainsi que des risques sanitaires sérieux. L'âge d'apparition de la puberté peut varier selon les pays ou ethnies. La puberté serait de plus en plus précoce chez les jeunes filles notamment avec l'apparition des menstruations (dès 9-10 ans).

Par conséquent, il nous semble essentiel que cette mesure soit étendue aux toilettes des écoles primaires ainsi qu'à l'accueil.

Finalement, il sera nécessaire de procéder à une campagne de communication afin que le plus grand nombre soit informé des lieux où cette mise à disposition est assurée et de sensibiliser les acteurs privés à cette question d'accessibilité des protections hygiéniques. »

Monsieur le Président remercie Madame Murith et annonce que ce postulat sera examiné par le Bureau et porté à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil général. »

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

RÉSOLUTION

Ainsi que le prévoit l'art.102 du Règlement du Conseil général, les projets de résolution doivent être déposés par écrit auprès du Président à l'ouverture de la séance et distribués à tous les membres.

Aucune résolution n'ayant été déposée, Monsieur le Président passe à l'objet suivant.

QUESTIONS

Monsieur le Président passe la parole à Madame Klaus pour question.

« J'ai constaté que les médias numériques de la commune site Internet Riaz.ch, application iGruyère, ou encore page Facebook sont mis à jour de façon irrégulière, particulièrement en ce qui concerne les activités ou manifestations. L'administration a-t-elle prévu un concept afin que ces outils numériques de plus en plus utilisés fassent partie intégrante des moyens de communication avec la population toujours en parallèle au pilier public et aux tout-ménages ? »

Monsieur le Président remercie Madame Klaus pour son intervention et passe la parole à Madame la Syndique.

« Le Conseil communal n'a pas vraiment mis un concept précis pour la communication. En revanche, il est vrai que jusqu'à maintenant, le site Internet était utilisé de manière prépondérante car il avait été mis en place par l'ancien syndic qui était informaticien de profession donc c'est lui qui était utilisé principalement pour communiquer. Maintenant l'application iGruyère va être dorénavant beaucoup plus utilisée, d'ailleurs je crois que vous avez pu le constater juste avant cette séance. Cela a aussi été communiqué en interne de mettre à disposition les informations via ce biais car elle ne touche vraiment pas la même population, ni la même cible, mais on va mettre l'accent sur les deux réseaux. »

Madame Klaus remercie Madame la Syndique.

Monsieur le Président passe la parole à Monsieur Yves Pasquier pour sa question.

« J'ai une question qui s'adresse au Président du Conseil général mais aussi au Bureau du Conseil général. Lors de la dernière législature, nous avions un règlement et ce règlement a quelques modifications qui doivent être entreprises et une liste a notamment été tenue par Madame Santos pour diverses modifications à entreprendre. Je voulais savoir où vous en étiez et quelle était la suite. Je vous donne un exemple : ce soir la commission financière a donné un préavis sur le règlement des finances, nous avons donné un préavis selon l'article 75 de la Loi sur les finances, alors que dans le règlement du Conseil général, nous ne devrions pas prendre en compte ce rapport. Donc il y a différents points à éclaircir, à modifier et j'aimerais savoir où on en est, respectivement est-ce que ça sera en place l'année prochaine. »

Monsieur le Président lui répond en ces mots :

« Merci Monsieur Pasquier. Effectivement ce point a été abordé lors de la dernière séance de Bureau. Il y a eu quelques remarques du genre. On va laisser aller un peu la législature avec les nouveaux membres aussi, pour voir si d'autres points devraient être modifiés. Il y a une liste qui est tenue par Madame la secrétaire et c'est un point qui va être repris lors des prochaines séances du Bureau. Mais oui nous sommes complètement au courant des modifications à apporter. »

Monsieur Pasquier remercie Monsieur le Président pour sa réponse.

Monsieur le Président demande s'il y a d'autres questions.

Monsieur Pierre Mauron demande la parole.

« J'aurais quatre questions, elles sont assez courtes.

En 2008-2009 nous avions voté à l'assemblée communale un crédit d'engagement pour le chemin qui longe l'Ondine, est-ce que la voie qui arrive depuis Bulle est basée. Il y a maintenant un plan d'agglomération qui est fait, où est-ce qu'on en est dans la construction de ce chemin et dans quel délai cela pourrait être mis sur pied ?

Deuxième question, nous avions des zones 30 à l'heure qui étaient prévues, il y a déjà deux ou trois ans, je me souviens de la rue Saletta, y en avait encore une autre ailleurs dans le village, je ne sais plus où. Il me semble que j'ai vu des mises à l'enquête qui sont terminées depuis un certain temps déjà, où est-ce qu'on en est dans la réalisation ?

Troisième question, la voie verte a fait l'objet d'un article assez important dans « La Gruyère », il y a quelques semaines. On voit qu'il y a eu l'utilisation d'anciennes voies ferroviaires plus utilisées pour aménager cette voie verte, notamment en direction de Vuadens et sauf erreur de la Tour-de-Trême. Il me semblerait que du côté de Riaz, alors qu'on fait quand même parti de cette agglomération, il devrait aussi y en avoir une, est-ce que vous avez des indications à nous donner ? Est-ce que vous pouvez nous dire dans quelle piste vont les réflexions et dans quel délai ça pourrait être une mise en œuvre ?

Quatrième question ça concerne l'école, vous nous aviez dit il y a deux ans ou trois ans, qu'il y avait eu un petit problème de construction avec des répercutions financières possibles et aussi un retard de l'entrée des classes. Comment le problème a-t-il été réglé, est-ce que tout est maintenant entré dans l'ordre ? »

Monsieur le Président remercie Monsieur Mauron pour ses questions et passe la parole à Madame Sylvie Bosson, pour les réponses du Conseil communal.

« Monsieur Mauron,
Je vous l'ai dit, on a relancé le projet de l'Ondine qui était resté effectivement dans un tiroir depuis 2008, j'en suis tout à fait consciente. Maintenant, le Conseil communal a validé dernièrement de remettre à jour et de recommencer l'étude de faisabilité, parce qu'on n'avait vraiment rien de concret pour approcher le propriétaire concerné. Donc ça c'est quelque chose qui sera mis en route, d'ailleurs vous pourrez le voir dans les budgets en décembre prochain.

Concernant la zone 30 kilomètres/heure, à la rue de la Saletta, les mises à l'enquête sont effectivement terminées, mais nous sommes toujours en procédure. Il y a une opposition qui ne veut pas se lever, on attend donc maintenant le retour du Canton. Dès que cette opposition sera levée, nous pourrons enfin réaliser ces travaux pour cette mise en zone 30 à la rue Saletta. On vous présentera en décembre prochain différents projets. Le Conseil communal souhaite faire une demande d'un crédit d'étude pour commencer à faire une zone 30 depuis la rue de la Gruyère jusqu'à la rue de la Sionge, puis le prolonger le maximum. On va par étape, on ne peut pas aller tout d'un coup, mais on en est conscients et on y travaille.

Concernant la voie verte, dans le périmètre de Mobul, notre voie verte de Riaz est concentrée sur la zone des berges de la Sionge, c'est vrai que maintenant on est en discussion pour éventuellement élargir le périmètre de l'agglomération. Peut-être qu'on pourra faire quelque chose avec Echarlens, Riaz, enfin cela est en discussion. Mais pour une voie verte spécifique à Riaz, pour l'instant on a les Berges de la Sionge et puis peut-être après le chemin de l'Ondine et avec les travaux futurs que nous pourrons faire. »

Monsieur le Président remercie Madame Bosson et passe la parole à Monsieur le Vice-syndic pour la quatrième question qui concernait la construction de l'école.

« Je ne suis pas certain d'avoir compris la question, alors je vous laisserai préciser si jamais, mais peut-être que si ça concerne les délais et les coûts, je peux y répondre. Premier point les délais, donc effectivement vous avez pu le voir, l'AES a pu ouvrir, les délais ont été tenus tant bien que mal. Effectivement ça a été compliqué mais ils ont été tenus et on a pu compter sur le personnel de l'administration, la voirie, le personnel

de l'accueil extrascolaire avec Dali et également Philippe qui ont effectivement dû faire des heures en dehors des heures ordinaires, mais on a pu tenir le délai. Concernant les coûts, actuellement on est en train de recevoir les factures finales. On a eu la dernière COBA, je crois que c'était mercredi passé, tout récemment, je ne peux pas communiquer de chiffres actuellement. Par contre, je pense que c'est une question pour laquelle on doit prendre note et à transmettre plus d'informations sur les chiffres peut-être au niveau des bâtiments scolaires, lors de la prochaine séance, on aura des informations beaucoup plus précises. Ce que je peux simplement vous dire, c'est que la COBA continue à mettre une pression sur nos architectes pour que les chiffres soient tenus. Je ne sais pas si c'était les bonnes réponses, les bonnes questions. »

Monsieur Mauron lui répond en ces mots :

« Alors non seulement, je remercie Madame Bosson et Monsieur Charrière ainsi que tout le Conseil communal pour les réponses données, mais aussi pour le travail effectué, je crois que tout va dans le bon sens. J'ai obtenu des très bonnes réponses à toutes ces questions et je vous en remercie et vous encourage justement à poursuivre pour aller dans le même sens. »

Monsieur le Président remercie Monsieur Mauron et demande s'il y a d'autres questions.

Tel n'étant plus le cas, il clôt la discussion et passe aux remarques et commentaires.

REMARQUES - COMMENTAIRES

Aucune remarque ou commentaire ayant été apporté, Monsieur le Président demande au Conseil communal s'il souhaite intervenir ou apporter une remarque.

Madame la Syndique lui répond qu'à ce stade, le Conseil communal n'a pas de remarque particulière à apporter.

Monsieur le Président remercie Madame la Syndique et passe à la conclusion de cette séance.

« Je vous demande encore quelques instants d'attention. Les personnes qui sont intervenues au cours de cette séance sont priées de remettre leurs écrits, soit de main à main avant de quitter la salle, soit par courriel à Madame Diana Santos au plus tard jusqu'à demain à midi. Merci d'avance.

J'aimerais encore remercier la délégation du Conseil général qui a pris en charge l'organisation de l'opération coup de balai, samedi dernier. Il s'agissait de Madame Klaus, Madame Ruffieux et de Monsieur Barmettler et Monsieur Vallélian. Un grand merci à eux. En marge de l'opération, c'était également l'occasion d'échanger avec la population du village sur la vie du village et nous avons eu des bons retours à ce sujet-là.

Pour continuer dans les notes positives, j'aimerais encore prendre la parole au nom du Conseil général afin de souhaiter un joyeux anniversaire à notre membre Madame Céline Ruffieux. A cette occasion, j'ai le plaisir de vous remettre un petit présent.

[Applaudissements]

Une dernière petite chose et ceci afin de soulager notre huissier, je vous demanderais de bien vouloir ramener les chaises au fond de la salle, à l'issue de la séance, cela lui permettra de gagner un petit peu de temps.

Il est 21 heures 40 et je lève la séance du Conseil général du 21 septembre 2021. Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une belle fin de soirée. »

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

La Secrétaire

Diana Santos

CONSEIL GENERAL DE RIAZ

Le Président

Frédéric Blanc

La Secrétaire du procès-verbal

p.o.

Julie Repond